

La France donne la mauvaise réponse au terrorisme



Après les tristes attentats à Paris, dans la nuit de vendredi à samedi, les premières réactions du gouvernement français semblent indiquer que Paris répondra par une augmentation des opérations militaires à l'étranger et par la recrudescence des contrôles de la police à l'intérieur du pays, ce qui, à notre avis, s'avèrent des mesures erronées si l'on tient compte du fait que le phénomène du terrorisme est né à cause de la propagation de la violence.

Aussi bien le président français, François Hollande, que son premier ministre, Manuel Valls, répètent partout et à tout moment « nous sommes en guerre », dans l'intention plus qu'évidente de préparer l'opinion publique à une escalade militaire et à la restriction d'une partie des garanties citoyennes.

Le président a fait un discours devant le Parlement pour expliquer quelles sont les intentions à court et à moyen terme, intentions qui sont centrées sur quatre points fondamentaux.

François Hollande envisage de modifier la Constitution pour, selon lui, l'adapter aux temps marqués par le terrorisme international. Il y a une série de droits individuels exprimés dans la Constitution qui, de l'avis du président empêchent une action plus efficace des forces de la sécurité dans des cas d'urgence extrême, comme celui dans lequel se trouve le pays en ce moment. Il s'apprête à éliminer ces droits, ce

qui place la France au seuil d'un Etat policier, dans le genre de la Loi Patriote promulguée aux Etats-Unis à la suite des attaques contre les Tours jumelles de New York, le 11 septembre 2001.

Le président se dispose aussi à prolonger le temps qu'il estimera nécessaire, l'Etat d'urgence décrété à la suite des explosions et des fusillades qui ont fait jusqu'à présent 129 morts et 350 blessés.

Sur le plan international, François Hollande a annoncé l'intensification des bombardements contre l'Etat islamique en Syrie. A ces opérations viendra bientôt se joindre le porte-avions nucléaire Charles De Gaulle.

Le président français a dit qu'il cherchera à se réunir avec les présidents de la Russie et des États-Unis, Vladimir Poutine et Barack Obama et il a sommé le Conseil de Sécurité de l'ONU d'adopter une action coordonnée contre le groupe terroriste.

Nous assistons à un panorama très semblable à celui d'il y a 14 ans, aux Etats-Unis et nous devons rappeler que la politique alors adoptée par le président George W. Bush n'a eu pour conséquence que le chaos en Afghanistan, chaos qui comme la peste, s'est propagé par la suite en Irak, en Libye et en Syrie.

Il faut comprendre que l'Etat islamique n'est pas une cause en soi, mais une conséquence des décisions erronées qui ont nourri les extrémismes et la violence aveugle et qui ont fait reculer une partie de la planète au Moyen-âge.

Tout le monde condamne énergiquement le massacre de Paris. Rien ne peut justifier une telle barbarie mais comme l'a dit le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro et nous le répétons une fois de plus étant donné l'actualité de ses paroles: «Le chemin n'est ni la force ni la guerre».

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/76379-la-france-donne-la-mauvaise-reponse-au-terrorisme>



Radio Habana Cuba